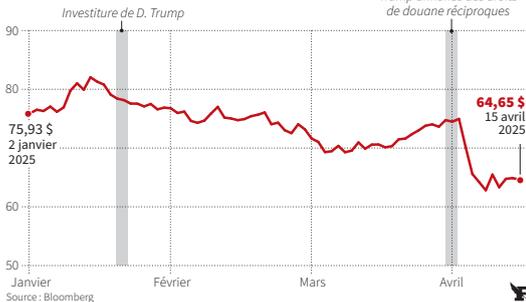


Le pétrole plombé par la guerre commerciale

Cours du baril de Brent en dollars



Louise Darbon

La balance commerciale pourrait profiter de l'évolution du cours de l'or noir. À condition que la tendance soit durable.

Par les temps qui courent, les bonnes nouvelles sont rares, mais elles existent. La baisse des prix du pétrole en est une. Alors qu'il dépassait les 75 dollars le baril début janvier, le cours a chuté en dessous des 60 dollars début avril à la faveur du fameux « jour de la libération » annoncé par Donald Trump. Surprenant le monde entier par l'ampleur des droits de douane imposés à ses partenaires commerciaux historiques, le président américain a provoqué un choc sur tous les marchés, les Bourses comme le cours du pétrole plongeant.

« Le monde est entré dans une guerre commerciale globale, les puissances chinoise et européennes ne pouvant s'abstenir de riposter à l'attaque américaine, enclenchant une escalade des tarifs douaniers », résume Francis Perrin, chercheur associé au Policy Center for the New South de Rabat et directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). En conséquence, de nombreux observateurs prédisent un ralentissement de l'économie mondiale, voire une récession à l'échelle planétaire. Or, « si l'on se dirige effectivement vers une récession, la consommation de pétrole va diminuer, ce que les marchés ont anticipé », explique le spécialiste des questions énergétiques.

La baisse du prix du pétrole ne repose cependant pas uniquement sur la volatilité des marchés ou les coups de tête de Donald Trump. L'Opép+, organisation qui regroupe les 22 plus grands pays producteurs de pétrole, a également annoncé vouloir augmenter le volume de production mondiale de pétrole pour le mois d'avril, mais aussi pour le mois de mai dans des proportions trois fois supérieures à celles prévues au départ. Ce sont donc ces deux nouvelles successives - droits de douane et décision de l'Opép+ - qui expliquent la baisse très significative du prix du baril. Ce dont la France ne peut que se réjouir pour l'instant.

En plein marasme politico-budgétaire et alors que le pays se cherche encore 40 milliards d'euros d'économies pour 2026, la baisse du prix du pétrole pourrait offrir une petite respiration à l'économie nationale. La France ne produisant qu'environ 1 % du pétrole qu'elle consomme, elle est en effet un gros importateur d'or noir. Ce sont d'ailleurs les importations d'énergie qui pèsent le plus lourd dans l'important déficit commer-

« Tant que ces droits de douane stratosphériques seront maintenus entre les deux premières puissances mondiales, les prix du pétrole ne vont pas flamber. Mais si les droits baissent, cela peut déclencher une remontée »

Francis Perrin Chercheur associé au Policy Center for the New South de Rabat

cial qui se creuse année après année. Selon les derniers chiffres publiés par les douanes début avril, le solde des échanges commerciaux de la France avec le reste du monde demeurait négatif, non loin des - 82 milliards d'euros. Rien qu'au mois de février, la part des importations d'énergie comptait pour 3,9 milliards d'euros sur les quelque 7,2 milliards de déficit commercial.

« Chaque baril importé étant moins cher, c'est un bon point pour notre balance commerciale », pointe Francis Perrin. Et là n'est pas la seule raison de se réjouir, les consommateurs y trouvant eux aussi leur compte. Car qui dit inflexion du prix du baril dit aussi baisse à la pompe. Pas dans les mêmes proportions que la chute du cours de l'or noir, certes - sachant que « le prix du pétrole seul ne compte que pour 40 % des prix à la pompe, qui sont aussi composés de nombreuses taxes qui, elles, ne devraient pas bouger », souligne Philippe



La baisse des prix du pétrole, nouvelle pour l'économie

Charliez, expert en question énergétique -, mais tout de même. Vendredi dernier, le litre de gazole s'affichait à 1,57 euro, son niveau le plus bas depuis fin 2021 avant que le choc de la guerre en Ukraine ne fasse s'envoler les prix de l'énergie. Une bonne nouvelle aussi pour les entreprises les plus consommatrices d'énergie, qui verront leurs coûts de production baisser sensiblement.

Estimant « possible » l'hypothèse d'un carburant à 1,50 euro le litre, Michel-Édouard Leclerc pense même qu'« on va

rester à ce niveau-là pendant deux, trois mois », a-t-il dit sur BFMTV. Un pronostic néanmoins à prendre avec des pincettes, compte tenu des raisons « pas nécessairement positives qui expliquent cette baisse », alerte Philippe Charliez. « On ne peut pas affirmer qu'elle est durable compte tenu d'un contexte géopolitique très incertain », renchérit l'expert de l'Iris.

Les suites de la guerre commerciale seront en effet déterminantes sur le cours du pétrole, le prix du baril ayant légèrement remonté après l'annonce

surprise de Donald Trump de la suspension de ses tarifs douaniers - sauf pour la Chine - pendant 90 jours. L'escalade de la bataille commerciale sino-américaine jouera aussi un rôle clé dans les semaines et les mois qui viennent. « Tant que ces droits de douane stratosphériques seront maintenus entre les deux premières puissances mondiales et plus grosses consommatrices de pétrole, les prix ne vont pas flamber. Mais si les droits baissent, cela peut déclencher une remontée », prévoit Francis Perrin. Une remontée que peut

La chute des cours des hydrocarbures, un frein à l'essor des énergies renouvelables



DÉCRYPTAGE
Elsa Bembaron

Abondantes et pas chères. Pour un peu, les énergies fossiles, gaz, pétrole et charbon, se paraieraient de toutes les vertus. Les technologies pour les produire sont maîtrisées. Les rendements sont connus et les cours, quoique volatils, sont orientés à la baisse sous l'impulsion de Donald Trump. Pour un peu, on en oublierait presque qu'elles sont polluantes, contribuant largement au dérèglement climatique, rendent l'Europe dépendante d'autres puissances et creusent son déficit commercial. Autant de raisons qui justifient la volonté des Vingt-Sept d'atteindre la neutralité carbone en 2050, objectif partagé par la Chine - même si officiellement elle se fixe 2060. L'Inde se donne jusque à 2070 pour y parvenir.

Le principal frein à la transition énergétique reste d'ordre économique. Les car-

burants renouvelables, produits à partir de déchets organiques (biogaz, carburants d'aviation renouvelables, biodiesel) ou à partir d'hydrogène vert, sont plus coûteux à obtenir que les hydrocarbures fossiles. Moins ces derniers sont chers, plus le surcoût induit par l'utilisation de renouvelables augmente. Conséquence, « à chaque fois que les cours des énergies fossiles baissent, leur substitution dans les usages par des énergies renouvelables ralentit », constate Jules Nyssen, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER). Autrement dit, moins le gaz naturel est cher, moins le biogaz est compétitif. Moins l'hydrogène gris - obtenu à partir de gaz naturel - est cher, moins le vert - issu d'électrolyseurs alimentés en électricité renouvelable - l'est. Et ainsi de suite.

Inverser le cercle infernal

Les exemples concrets dans l'industrie ne manquent pas. Par exemple, la sidérurgie européenne avait enclenché sa mutation fondée sur son électrification, avec l'utilisation de fours à arc électrique et le déve-

loppement d'une nouvelle technologie de réduction directe du minerai de fer (DRI) utilisant de l'hydrogène et non plus du charbon à coke. La DRI permet de réduire de 95 % les émissions de CO₂ par rapport à l'acier traditionnel, « sous réserve que l'électricité et l'hydrogène bas carbone soient disponibles en quantité suffisante et à un coût acceptable », mentionne l'Institut français des relations internationales (Ifri). De nombreux projets sont à l'arrêt, dont celui emblématique d'ArcelorMittal à Dunkerque. La mutation de la sidérurgie européenne en industrie décarbonée se heurte à la réalité de la concurrence internationale. Son verdissement pèse trop négativement dans sa compétitivité. La taxation des émissions de carbone ne suffit pas à compenser l'écart, surtout quand les prix des énergies fossiles plongent. La situation ne semble pas près de s'inverser, d'autant que « l'essor à venir de la production solaire et renouvelable, en plus d'une moindre demande en gaz et en charbon, a logiquement fait diminuer la valeur des quotas de CO₂ », note le cabinet de conseil Omnegy.

Facteur encore aggravant, pour faire baisser leurs coûts, les producteurs de carburants renouvelables et d'hydrogène vert ont besoin d'une massification des usages pour passer à l'échelle industrielle. Les projets n'aboutissent pas, faute de financement et de débouchés. Les industriels, comme les particuliers se tournent vers les énergies les moins chères pour des raisons économiques. Ce qui constitue aussi un frein à l'électrification des usages, laquelle fait figure de condition nécessaire à la décarbonation de nos économies. Quand le gaz est plus compétitif que l'électricité bas carbone, pourquoi remplacer sa chaudière par une pompe à chaleur ? Quand les prix à la pompe chutent, pourquoi investir dans une voiture électrique plus chère à l'achat ? Sans volonté politique forte, ce cercle infernal ne sera pas transformé en cercle vertueux. Pour l'heure, l'Europe n'a toujours pas trouvé la formule pour inverser la tendance. Et plus aucun gouvernement ne semble vouloir opter pour une hausse des taxes sur les seules énergies fossiles de peur de réveiller les « gilets jaunes ». ■

Le Canada veut

Ludovic Hirtzmann Montréal

C'est un effet collatéral de la guerre commerciale... « Notre engagement est de réaliser des projets répondant à des priorités nationales et ainsi de construire des pipelines à travers le pays (...). L'ancienne relation que nous entretenions avec les États-Unis, fondée sur une intégration croissante de nos économies et sur une coopération étroite en matière de sécurité et de défense, est terminée », a déclaré Mark Carney pour justifier son programme de grands projets d'oléoducs. Quel que soit le résultat de l'élection fédérale le 28 avril, Mark Carney, le grand favori des sondages, et son rival conservateur Pierre Poilievre sont sur la même ligne. Tous deux plaident pour une diversification des exportations énergétiques pour moins dépendre de Washington. L'Alberta, où se situent presque toutes les réserves pétrolières du Canada, est enclavée et ne dispose pas d'accès à la mer. Cette province a donc toujours vu les États-Unis comme un débouché naturel pour son pétrole de sables bitumineux.